



**SECOURS ISLAMIQUE FRANCE**

Atténuer la souffrance des populations les plus démunies en France et dans le monde



## **Note de contexte – Quelles conditions de vies à Gaza après 6 années de blocus ?**

***Le 14 juin 2013 marque le sixième anniversaire du blocus de Gaza. Six ans déjà que la population civile de Gaza est asphyxiée par un blocus dont l'impact est dévastateur sur les conditions de vie. Six années au cours desquelles les Gazaouis n'ont cessé de s'enfoncer dans la pauvreté au fil des multiples restrictions de mouvement des biens et des personnes qui leur sont imposées. Quelles sont les différentes manifestations du blocus aujourd'hui et comment impactent-elles concrètement les conditions de vie au quotidien ?***

Le blocus se manifeste avant tout par une zone de restriction d'accès (connue sous le nom de « Access Restricted Area » ou ARA) qui empêche les Gazaouis d'approcher les frontières militarisées sous peine de recevoir des tirs de l'armée israélienne. Depuis le cessez-le-feu du 21 novembre 2012, 4 civils ont été tués et 112 ont ainsi été blessés dans cette zone.<sup>i</sup> Officiellement, cette zone « tampon » est de 300 mètres mais dans les faits, la zone de dangerosité, où il y a un risque de subir des tirs, s'étend jusqu'à 1,500 mètres de la frontière de barbelés. Or 35% des terres agricoles de Gaza se situent dans cette zone « tampon » et demeurent ainsi inexploitable.<sup>ii</sup> Quelques agriculteurs se risquent à y cultiver du blé mais l'acheminement en eau reste extrêmement difficile. A cela s'ajoute le fait que la quasi-totalité des infrastructures agricoles détruites pendant les bombardements de novembre 2012 n'ont toujours pas été réparées.

Par ailleurs, le blocus par la mer que subissent les Gazaouis restreint considérablement la zone de pêche. Si les pêcheurs sont depuis peu, en théorie, autorisés à pêcher jusqu'à six miles, cela reste dangereux car de nombreux tirs ont été enregistrés ces dernières semaines. Par ailleurs, la présence de poissons à moins de dix miles se raréfie et le poisson s'apparente désormais à un produit de luxe sur les marchés de Gaza.

Les mesures de restrictions d'accès aux zones de pêche et aux terres agricoles ont un impact direct sur les moyens de subsistance de la population et sur l'économie de Gaza. L'autosuffisance alimentaire est quasi-inexistante à Gaza et la population civile continue de dépendre principalement des importations. Les prix des produits alimentaires sont de plus en plus élevés et 44% des familles palestiniennes vivent dans une situation d'insécurité alimentaire.<sup>iii</sup>

Le blocus se traduit également par une limitation des déplacements de personnes et de marchandises aux points de passages avec de nombreuses conséquences néfastes sur le quotidien des Gazaouis.

L'accès par le passage d'Erez au Nord de la Bande de Gaza demeure pratiquement impossible pour les Gazaouis. De 500 000 sorties de Gaza chaque mois en 2000, on est passé à 4 000.<sup>iv</sup> Ces restrictions de mouvement séparent les familles et peuvent avoir des conséquences dramatiques en particulier pour les personnes malades qui, faute de matériel médical adéquat à Gaza, devraient se rendre en Israël ou en Cisjordanie mais sont contraintes à rester sans soins adaptés à Gaza.

L'accès par le passage de Kerem Shalom au Sud de la bande de Gaza est ouvert aux transports de marchandise mais le passage des camions demeure très contrôlé et limité et la quantité et la qualité



**SECOURS ISLAMIQUE FRANCE**

Atténuer la souffrance des populations les plus démunies en France et dans le monde



des marchandises sont insatisfaisantes au regard des besoins de la population. On estime que les marchandises entrant à Gaza ne représentent désormais que 40% des importations d'avant le blocus.<sup>v</sup> Par ailleurs, l'importation de matériaux de construction est interdite ce qui rend difficile tous travaux de reconstruction d'écoles, maisons et hôpitaux détruits lors des bombardements de novembre 2012.

Les exportations de biens produits à Gaza sont également très limitées, ce qui a entraîné la fermeture de 60% des entreprises et des commerces de Gaza depuis le début du blocus.<sup>vi</sup> Le taux de chômage a ainsi explosé et on estime aujourd'hui que la moitié des jeunes Gazaouis sont sans emploi.

Des tunnels reliant Gaza à l'Égypte permettent de faire transiter des marchandises mais ils sont dangereux et ne peuvent être une réponse à la situation qui prévaut.

Le blocus se traduit également par un manque d'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité, qui maintient les Gazaouis dans des conditions de vies très précaires. La population est contrainte à utiliser des moyens traditionnels pour vivre au quotidien, comme par exemple s'éclairer à la bougie ou cuisiner au feu de bois à l'intérieur des maisons, ce qui génère de nombreux accidents domestiques.

Enfin, dans un contexte de crise économique mondiale et alors que d'autres crises humanitaires surgissent dans la région du Proche Orient, le Secours Islamique France note avec beaucoup d'inquiétude une certaine lassitude et un désintérêt des bailleurs de fonds pour la situation à Gaza. L'idée même que la communauté internationale puisse envisager de diminuer l'aide humanitaire à Gaza angoisse terriblement la population de Gaza, dont 80% dépend entièrement de l'assistance humanitaire.<sup>vii</sup>

Au fil des années, le blocus est devenu la réalité au quotidien pour les 1,6 millions de résidents à Gaza et un sentiment de résignation se propage au sein de la population tel un mécanisme d'adaptation aux multiples difficultés. Bien que la levée du blocus fût l'un des points du cessez-le-feu lors du conflit de novembre 2012, les restrictions persistent aujourd'hui et les Gazaouis ne semblent désormais plus croire à quelque amélioration de leurs conditions de vie.

Six ans après le début du blocus, le Secours Islamique France rappelle que le blocus n'est pas une fatalité. Il est urgent que soient levées les restrictions qui empêchent les Gazaouis de vivre dans la dignité. Par ailleurs, la communauté internationale doit maintenir ses efforts pour venir en aide à la population civile de Gaza dont la moitié sont des enfants.



**SECOURS ISLAMIQUE FRANCE**

Atténuer la souffrance des populations les plus démunies en France et dans le monde



<sup>i</sup> Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (Avril 2013) « Protection of Civilians », [http://www.ochaopt.org/documents/ocha\\_opt\\_protection\\_of\\_civilians\\_weekly\\_report\\_2013\\_04\\_26\\_english.pdf](http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_protection_of_civilians_weekly_report_2013_04_26_english.pdf)

ii Bureau du Haut Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme (2012), « Update. The Access Restricted Areas in the Gaza Strip. January-December 2011 », <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ARA%20Update%202011.pdf>

iii Programme Alimentaire Mondial (2012) « Socio-Economic and Food Security Survey: West Bank and Gaza Strip, occupied Palestinian territory 2011 », [http://unispal.un.org/pdfs/FAO\\_SocioEconFoodSecSurvey.pdf](http://unispal.un.org/pdfs/FAO_SocioEconFoodSecSurvey.pdf)

iv Gisha (2012) « 10 facts about the connection between the Gaza Strip, the West Bank and Israel », novembre 2012, <http://www.gazagateway.org/2012/11/10-facts-about-the-connection-between-the-gaza-strip-the-west-bank-and-israel/>.

v Ibid.

vi Paltrade, « Gaza Crossings Presentation », septembre 2011.

vii UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees, « Gaza Strip emergency », <http://www.unrwa.org/etemplate.php?id=659>

Adresse postale 10, rue Galvani 91300 Massy - France  
Siège social 58, bd Ornano 93200 Saint-Denis - France

Standard administratif +33 (0) 1 60 14 14 99  
Service donateur +33 (0) 1 60 14 14 14  
Fax +33 (0) 1 60 14 14 13

[www.secours-islamique.org](http://www.secours-islamique.org)

LE SECOURS ISLAMIQUE FRANCE EST AGRÉÉ PAR LE COMITÉ DE LA CHARTE DU DON EN CONFIANCE